https://larcenciel.be/spip.php?article811

Qu’est-ce qu’une politique migratoire ?

- PORTES ET FENÊTRES - RENCONTRE DES CULTURES • Accueillir et préserver la diversité -

Date de mise en ligne : mardi 29 novembre 2016

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis - Tous droits réservés

Une opinion d'Henri Goldman, rédacteur en chef de la revue "Politique". Ancien coordinateur (2003-2009) du département "migrations" au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

Sidération, émotion, colère, sentiment d’impuissance. Et, inévitablement, interpellation des responsables politiques : qu’avez-vous fait hier, que faites-vous aujourd’hui, que ferez-vous demain pour éviter la catastrophe humanitaire de cette nouvelle migration qui se fracasse sur les murs de la forteresse européenne ? L’interpellation devient obsessionnelle… mais aucune réponse ne vient. Ni des Etats, qui se tournent vers l’Europe. Ni de l’Europe, qui regarde ses pieds. Car il lui est difficile d’avouer ce qui est pourtant une évidence : au-delà de mesures d’urgence indispensables qu’elle peine à prendre, l’Europe a bien une politique migratoire, mais celle-ci n’est pas pour rien dans les drames qui se jouent dans la Méditerranée depuis des années, soit depuis bien avant l’éclatement de la guerre civile en Syrie. Dans le monde tel qu’il est, on ne voit pas comment il pourrait en être autrement.

Immigration choisie

Une politique migratoire, l’Europe en a toujours eu, même avant son existence politique. Mais celle-ci a changé au gré des circonstances, en fonction de ses propres intérêts. Elle fut proactive jusqu’en 1974, quand les Etats qui constituaient le cœur de l’Europe industrielle organisèrent une immigration massive de travailleurs pour combler leur pénurie de main-d’œuvre. Elle devint réactive à partir de ce moment-là, quand l’Europe, frappée pour la première fois depuis la Libération par le chômage de masse, s’employa à endiguer une migration qui n’était plus souhaitée. A partir de l’année 2000, elle va jouer sur les deux tableaux : ouverture à "l’immigration choisie", renforcement des dispositifs d’endiguement des migrants "non choisis". Avec la nouvelle crise bancaire qui débarqua en Europe à la fin 2008 et ses conséquences sociales et psychologiques, avec aussi la psychose du terrorisme islamiste qui transforme la plupart des potentiels migrants en potentiels assassins, le maigre canal de l’immigration choisie s’est drastiquement resserré. A côté du sanctuaire du droit d’asile, ne reste que le volet répressif sur lequel viennent buter de nouveaux damnés de la Terre.

Mais pourquoi cette Europe agirait-elle autrement ? Au nom des ses valeurs ? Cessons de nous payer de mots : ces fameuses valeurs ne valent que pour elle-même. Et encore, comme on l’a vu récemment à l’égard de la Grèce, que pour les plus puissants en son sein. L’Allemagne ne s’est pas privée de vendre ses sous-marins inutiles à la Grèce surendettée. La France s’est réjouie d’avoir fourgué ses avions Rafale à l’Arabie saoudite, dictature féodale et principal financier des criminels du soi-disant "Etat islamique" qui pousse des milliers de Syriens sur les routes de l’exil. L’émotion rhétorique obligatoire exhibée en ce moment par nos responsables ne peut camoufler le cynisme des rapports de force qui règne en maître sur la géopolitique.

Et si l’Europe se trompait sur ses véritables intérêts ? Régulièrement, des études viennent démontrer qu’elle aurait besoin de ces migrants qu’elle rejette. Soit pour des raisons économiques - le bilan comptable de la migration serait finalement positif -, soit pour des raisons démographiques - notre continent vieillit et n’assure plus la relève des générations. Mais d’autres études viennent contredire les premières. Quant à l’opinion publique, ne nous leurrons pas. Malgré de merveilleux élans de solidarité, elle est loin d’être convaincue que "l’immigration nous fait du bien". Au contraire. Le sentiment diffus d’une "déferlante migratoire" alimente une angoisse existentielle croissante où la crainte de voir notre modèle social exploser se mêle à la perte de repères identitaires structurants. L’extrême droite se nourrit de cette angoisse qu’aucun discours moral n’est en mesure de contrer.

Poussé par la mondialisation libérale

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis

Et pourtant, "quelque chose" doit se passer si nos sociétés veulent encore pouvoir se regarder en face. Mais, si les bons sentiments ne suffisent pas, si l’intérêt de nos sociétés pour une ouverture migratoire ne peut être établi, sur quoi fonder une autre approche européenne des migrations ?

Sur ce constat, imparable : la migration contemporaine est un phénomène d’une force telle qu’aucune barrière ne saurait la bloquer. Ce n’est pas tant que la situation des pays d’origine soit pire aujourd’hui qu’il y a un demi-siècle, ni que la nôtre soit spécialement plus enviable qu’à l’époque. Mais les canaux qui les relient sont devenus des boulevards. La mondialisation libérale est passée par là. Pas plus que les marchandises et les capitaux, les êtres humains avec leurs rêves et leurs projets n’échappent désormais à l’emprise du marché qui fait se rencontrer une offre et une demande et dont la loi s’impose à n’importe quelle volonté démocratique. Dans de telles circonstances, le "stop migratoire" ne peut être qu’une fiction : par la porte ou la fenêtre, dans la légalité ou hors d’elle, une fraction des candidats à la migration finira toujours par franchir les frontières. Tout l’argent dépensé pour les bloquer n’a comme effet que d’augmenter les profits des passeurs et le nombre des victimes.

Elargir le marché du travail

Dans les marges étroites qui subsistent, une politique migratoire doit avant tout prendre la juste mesure de ses impacts possibles. Sa seule ambition à court terme doit être d’accompagner sans l’amplifier un phénomène sur lequel personne n’a de prise directe, pour l’orienter vers les dispositifs les plus conformes à l’intérêt général dans le respect sourcilleux des droits fondamentaux des personnes concernées. Sous cet angle, les sommes de plus en plus démentielles qui sont dépensées en dispositifs sophistiqués pour détecter et bloquer les migrants, que d’autres dispositifs finissent toujours par contourner, ne seraient-elles pas mieux utilisées pour financer un accueil digne de ce nom ? Et, à tout prendre, l’intérêt général ne commande-t-il pas d’élargir le marché du travail légal plutôt que de laisser le travail clandestin ronger petit à petit les fondations de notre Etat social ? Enfin, ne faut-il pas lucidement reconnaître que les flux migratoires, nourris par le flux d’une information mondialisée, ont déjà transformé le visage de nos villes devenues irrévocablement cosmopolites et que ce processus est destiné à s’amplifier ?

Il est grand temps de regarder en face le monde tel qu’il est aujourd’hui. Ni l’émotion compassionnelle ni la démagogie populiste qui se partagent alternativement les faveurs de la parole publique ne nous y aident.

Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction de La Libre.

CONTRIBUTION LECTEUR Publié le lundi 14 septembre 2015
http://www.lalibre.be/debats/opinions/qu-est-ce-qu-une-politique-migratoire-55f6e4d435700fb92ee23d1b

Copyright © LARCENCIEL - site de Michel Simonis